



**HAL**  
open science

# Natália Correia et les autres : esquisses sur la condition des intellectuel•les pendant le régime autoritaire portugais

Christophe Araújo

## ► To cite this version:

Christophe Araújo. Natália Correia et les autres : esquisses sur la condition des intellectuel•les pendant le régime autoritaire portugais. Natália Correia : La voix rebelle (1923 -2023), José Manuel da Costa Esteves, Oct 2023, Nanterre (Université Paris Nanterre - UPL), France. hal-04333156

**HAL Id: hal-04333156**

**<https://hal.science/hal-04333156>**

Submitted on 12 Dec 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution 4.0 International License

# **Natália Correia et les autres : esquisses sur la condition des intellectuel·les pendant le régime autoritaire portugais**

Christophe Araújo

Université Paris Nanterre, 26 octobre 2023

Je tiens tout d'abord à remercier José Manuel da Costa Esteves de m'avoir proposé d'intervenir à ce colloque il y a maintenant plusieurs mois, alors que je ne faisais pas encore partie des murs de l'université Paris Nanterre. Cet événement scientifique rappelle l'importance de Natália Correia dans le paysage culturel portugais et la voix d'une femme de lettres et de combats politiques, qui est née il y a cent ans et nous a quittés il y a 40 ans. Si l'on regarde l'ensemble de son parcours, on ne peut que constater que sa vie a été profondément marquée par la dictature. En effet, elle n'a que trois ans lorsque se produit le coup d'État du 28 mai 1926 et déjà 54 ans lorsque la dictature se termine le 25 avril 1974. Dans la mesure où elle meurt en 1993, elle a donc vécu 48 années de sa vie en dictature et seulement 22 en démocratie. Lorsque les deux tiers de la vie d'une personne se sont écoulés pendant une dictature, il est difficilement imaginable que ce régime politique n'ait pas eu des conséquences importantes sur la vie de cette femme de lettres dans la mesure où elle a fait le choix de s'opposer au pouvoir.

Ma contribution a pour objectif non pas de retracer le parcours de Natália Correia pendant la période autoritaire mais plutôt de poser le cadre à la condition qu'elle et beaucoup d'autres intellectuel·les ont vécu et surtout enduré pendant les trop nombreuses années de la dictature portugaise. Habitude très française, il semble avant tout important de définir le terme d'intellectuel. Si des historiens français comme Jacques Le Goff ont pu voir des intellectuels dès le Moyen Âge, la notion prend son sens actuel seulement à la fin du XIXe siècle dans un cadre très français, celui de l'Affaire Dreyfus. Le terme apparaît en 1898 et est utilisé par ceux qui critiquent les défenseurs de Dreyfus comme l'a bien montré Christophe Charle. Gérard Noiriel résume l'intellectuel comme « entre deux types d'aspirations contradictoires, à savoir le désir de vérité et le souci de l'action ». Il y a donc cet idée qu'une personne détient d'une part le savoir et est reconnue socialement en tant que tel et de l'autre côté un investissement dans la cité par des prises de positions politiques. Sans cette idée de l'engagement, il n'y a pas d'intellectuel. Par ailleurs, il faut bien avoir à l'esprit que l'intellectuel peut être de gauche, de

droite, du centre ou bien plutôt proche des extrêmes. On a pu avoir tendance, après coup, à ne voir uniquement des intellectuels qu'au sein des personnes qui étaient contre la dictature par effet de mythification de la résistance au régime dictatorial. Toutefois, cette approche oublie que des personnes se sont engagées corps et âmes dans la défense du régime et la vision qu'il véhiculait. Il n'est donc pas ici question de nier que les intellectuels peuvent être de droite voire d'extrême-droite : ils le sont car ils prennent position. Si beaucoup de penseurs ont pu prendre position, il faut aussi penser à toutes celles et ceux qui ne l'ont pas fait. L'auteur français Julien Benda a par ailleurs critiqué le trop fort positionnement des intellectuels et les a intimés de quitter l'arène politique et de n'être portés que par la recherche de la vérité universelle – même si Benda est revenu ensuite sur sa position.

Partant de cette idée qu'un ou une intellectuelle est une personne qui prend position et dont on reconnaît une forme d'expertise et de savoir, il pourrait être possible de se demander s'il y a une profession particulière. On pourrait penser aux universitaires mais ce serait trop limitatif d'autant que nous le verrons, des intellectuels sont chassés de l'université en raison de leur positionnement politique. On partira ici de l'idée que les intellectuels sont des personnes qui sont reconnues comme étant détentrices d'un savoir par le reste de la société, sans forcément restreindre à une catégorie professionnelle. La question que l'on peut se poser est de s'identifier dans quelle mesure le pouvoir politique dictatorial a-t-il influencé la vie des intellectuel·les portugais·es ?

Afin de répondre j'entends mettre en évidence dans cet exposé par l'analyse de certains concepts qui pourraient définir la condition des intellectuels portugais. En effet l'intellectuel pense et écrit ; il parle et se déplace et enfin il prend position face au pouvoir autoritaire. À travers ces notions et tout en restant vigilant à l'ensemble des positions politiques j'entends dresser le monde social et intellectuel dans lequel Natália Correia et bien d'autres ont évolué.

## **I) Écrire et penser en dictature**

L'une des premières fonctions de l'intellectuel est de penser puis d'écrire. C'est la principale fonction liée au savoir qui définit l'intellectuel et l'image quelque peu romantique de l'intellectuel qui prend la plume pour écrire mais aussi pour s'engager y est pour beaucoup. Toutefois, il est nécessaire de prendre en compte un aspect fondamental quand on s'intéresse à la dictature portugaise : il s'agit de la mise en place de la censure. Elle est une des premières décisions prises par le pouvoir des militaires et le premier mois d'existence est à peine passé que la junte des généraux au pouvoir prend la décision de faire publier une loi demandant la

censure avant parution de toutes les publications périodiques. À partir de juillet 1926 et cela jusqu'au 25 avril 1974, la censure est en activité continue au Portugal. Par ailleurs, ce n'est pas pour rien si tous les journaux se sont installés à proximité des différents sièges de la censure dans le Bairro Alto. À partir de là, les journalistes et les auteurs savent qu'un cachet bleu de la censure était le signe d'une autorisation de publication et que le rouge était le signe que les censeurs avaient décidé de couper des extraits.

La revue *Seara Nova* n'a pas échappé à la censure et dès les premiers jours, la couverture de la revue porte la mention que la revue a été revue par la censure. La principale revue culturelle et politique de l'opposition a donc très rapidement au cœur de l'attention des censeurs et elle le restera tout au long du régime autoritaire d'autant que tous les grands noms des opposant.es à la dictature y ont écrit. L'étude de tableau comparatif nous permet de voir comment est-ce que la censure procédait et comment tous les termes qui avaient des connotations politiques trop marquées ou bien ce qui avait tendance à prendre des postures trop tranchées était régulièrement coupé pour l'article d'AHOM. Par ailleurs, il ne faut pas oublier que tout le monde pouvait être censuré. Il semble que même António de Oliveira Salazar ait pu être censuré et dans une lettre écrite en 1937, Alfredo Pimenta se plaint des outrages de la censure. Cet auteur monarchiste et proche de l'Intégralisme lusitanien, est certes connu pour son franc parler mais il est l'illustration que tout le monde pouvait subir la censure.

De l'autre côté, en plus de la censure avant parution des articles, il faut souligner que les livres pouvaient aussi être l'objet d'une interdiction de circulation. Moins systématique, les ouvrages écrits par les intellectuels connaissaient un cheminement différent. En effet, les maisons d'édition ne devaient qu'envoyer le titre de l'ouvrage avant de paraître. Si les titres étaient attentivement regardés par la censure, une personne pouvait facilement mettre un titre très général et ensuite, dans le corps du livre, prendre des positions plus politiques. Bien souvent, il fallait que les livres soient lus ou la censure n'était pas toujours en capacité de suivre toutes les parutions. En revanche la police politique que je développerai dans la seconde partie pouvait attirer l'attention sur les ouvrages à lire attentivement. C'est le cas du livre d'António José Saraiva qui en raison de sa thématique a été interdit de circuler pratiquement dix ans après être déjà paru, signe que l'attention de la censure pouvait avoir un nouveau souffle en fonction des intérêts du régime.

D'un autre côté, moins du côté de la contrainte mais plutôt de la valorisation du régime, il faut souligner que des instruments de promotion ont été lancés par le régime autoritaire. Le SPN dirigé par António Ferro pendant plusieurs années est l'illustration d'une politique publique menée par une institution dont l'objectif était de réunir les meilleurs intellectuels

favorables à la Situation pour essayer de les encourager à publier des écrits élogieux. Par ailleurs, le SPN va avoir sa propre maison d'édition et va encourager des prix littéraires. Les noms des prix du SPN renvoient à des grands noms du XIXe siècle et leur mobilisation pouvait paraître neutre politiquement mais au regard des primés, la visée révisionniste des ouvrages était claire.

## **II) Parler et circuler sous surveillance**

La question de la communication est aussi primordiale lorsque l'on s'intéresse aux intellectuels. En effet, après avoir réfléchi et écrit, les intellectuels sont régulièrement invités à communiquer pour parler de leurs travaux, ce qui peut aussi impliquer de ne pas rester dans l'espace de production de l'ouvrage et pourquoi pas de voyager. Au regard de ce critère, le pouvoir a pu au long de son histoire décider de choisir en quelque sorte qui avait le droit de parler ou non ou bien de recevoir les hommages du pouvoir. L'un des exemples les plus impressionnants est le fait d'avoir donné le titre de docteur honoris causa à Franco. Ainsi, le dictateur espagnol, peu connu pour son intérêt pour la chose littéraire, c'est vu octroyé par la plus ancienne université portugaise l'un des plus hauts grades universitaires. Il y avait donc une volonté de récompenser son action politique tout comme de faire de la diplomatie. En donnant cette distinction universitaire à une personne qui n'a pas pour autant d'écrits littéraires, Coimbra semblait donner une caution intellectuelle à Francisco Franco.

D'un autre côté, le régime choisit aussi les personnes à qui elle va donner la parole. Les proches du régime autoritaire avaient bien sûr l'habitude de parler à la radio ou bien à la télévision. Toutefois, les personnes invitées l'étaient dans une optique particulière. Gilberto Freyre, l'auteur brésilien théoricien du luso-tropicalisme qui a reçu à plusieurs reprises les honneurs du pouvoir politique est le symbole de cet intérêt politique derrière l'invitation de l'intellectuel.

Pour les personnes qui étaient contre le régime autoritaire, il faut évoquer la place et le poids de la police politique dans le contrôle de la population et surtout des intellectuels en opposition au régime autoritaire. Au regard de son histoire ancienne au sein du régime autoritaire, de son réseau de prisons et de la performance de ses outils de contrôle, passant des courriers, aux appels téléphoniques aux rapports de surveillance et de relevé des plaques, la police politique a joué un rôle majeur dans la surveillance active des intellectuels. Les paroles des intellectuels étaient ainsi surveillées comme le rapport d'un agent de la PIDE lors d'une

conférence de José Tengarrinha. Moqué par moment afin de le décrédibiliser, l'agent infiltré semble outré par les propos tenus par l'historien.

Ensuite, la police politique avait aussi la capacité de nuire en bloquant tout simplement les personnes. Alors que d'autres pouvaient allègrement sortir et rentrer au Portugal, celles et ceux qui étaient assimilés à des opposants étaient régulièrement empêchés. Par exemple, Flausino Torres a été interdit d'avoir un passeport afin de l'empêcher de voyager et surtout de rentrer au Portugal alors qu'il vivait en République tchèque. Le fait aussi de bloquer la communication en confisquant des écrits était aussi un moyen de la police politique d'empêcher les échanges et de réduire au silence les personnes ou bien au moins d'entraver leur vie quotidienne.

### **III) Prendre une position politique**

L'intellectuel réfléchit, pense, s'exprime et se déplace pour diffuser ses idées. Toutefois, sans l'engagement l'intellectuel n'est pas considéré comme tel. Il semble donc maintenant important de dresser une partie des postures politiques qu'il était possible de prendre. Pour reprendre la formule du recteur de l'université de Coimbra, il est possible d'étudier d'abord celles et ceux qui ont fait le choix de rejoindre l'aile de Salazar. Au sein de cet espace politique, on peut détacher les intellectuels organiques qui se sont clairement mis au service du pouvoir et qui attendaient en quelque sorte du régime autoritaire une reconnaissance sociale et un certain prestige intellectuel officiellement reconnu par les instances publiques. Ensuite, il est possible de détacher toutes les personnes qui se sont accommodés de la situation politique et qui ont pu à certaines occasions prendre parti politique lors que le contexte incitait à prendre position. Je pense notamment à la question de la guerre coloniale où un bon nombre d'intellectuels se sont fortement impliqués afin de défendre la vision nationaliste portugaise et où la présence portugaise dans les territoires considérés à partir de 1951 comme l'outre-mer.

Pour les personnes qui ont fait le choix comme Natália Correia, les possibilités étaient multiples. Le Parti communiste portugais a joué un rôle majeur, surtout à partir des années 1940 où il prend le relais des groupes d'exilés républicains dans la structuration des groupes en opposition. On peut ajouter d'autres tendances d'extrême-gauche mais aussi de gauche voire de la droite déçue par le pouvoir politique à l'image de Rolão Preto ou bien Henrique Galvão, deux nationalistes et partisans de l'empire qui ont malgré tout rejoint l'opposition au régime.

Les périodes chronologiques que je propose ici ont pour fonction de comprendre comment différents rythmes peuvent être mis en évidence et rappeler l'importance des effets de chronologie dans la possibilité ou non de s'affirmer en tant qu'intellectuel au sein de l'espace politique et social portugais.

I) 1926-1935 : Le temps des combats ? La figure de l'intellectuel·le préservée en demi-teinte

II) 1935-1945 : Le temps du fascisme et de la répression des intellectuel·les

Police politique qui se met en place

III) 1945-1974 : Le retour de l'affrontement inégal entre les intellectuel·les

Au total, il est donc possible d'affirmer que la condition des intellectuels au Portugal est variable selon les positionnements politiques. Pour les personnes qui voyaient positivement le régime autoritaire, l'espace qui leur était donné pour publier ou bien pour pouvoir communiquer était bien plus grand. En revanche, pour les intellectuels qui se sont opposés au régime, la censure, la police politique pouvaient être redoutables à leur égard et contraindre leur positionnement politique. Malgré tout, une partie des intellectuels a fait le choix de maintenir son opposition. Les périodes chronologiques mises en évidence ont permis d'identifier les ruptures et les quelques changements dans la vie des intellectuels, qui ont pu plus ou moins fermement affirmer leurs idées.

Pour en revenir à Natália Correia, sa vie a été marquée par de nombreuses prises de position politique quitte à risquer l'emprisonnement à deux reprises. Par ailleurs, son engagement politique dans la démocratie en tant que député est une belle revanche sur les menaces qui ont plané à son égard. De plus, ses prises de positions politiques audacieuses malgré son appartenance au parti politique de centre droit le PSD puis en tant que candidate autonome, ont marqué l'époque notamment lorsqu'elle a défendu la dépénalisation de la prostitution, cela dans les années 1980 et dans un pays encore très catholique.